

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 07/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

JBY CREATION

277 avenue Lavoisier
13340 Rognac

Références : D-0550-AIX-2024
Code AIOT : 0006401949

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/02/2024 dans l'établissement JBY CREATION implanté 277,avenue Lavoisier 13340 Rognac. L'inspection a été annoncée le 12/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- JBY CREATION
- 277,avenue Lavoisier 13340 Rognac
- Code AIOT : 0006401949
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Entrepôt de stockage de textiles à destination des grands magasins de bricolage (coussins, voilages, rideaux....)

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Audit ICPE	AP de Mise en Demeure du 06/07/2023, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant, Amende	1 mois
2	Recollement à l'arrêté ministériel du 11/04/2017	AP de Mise en Demeure du 06/07/2023, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant, Amende	1 mois
8	Etude de dangers	AP de Mise en Demeure du 06/07/2023, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant, Amende	1 mois
9	Poteaux incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
10	Local de charge	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 17	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Débit des poteaux incendie	AP de Mise en Demeure du 06/07/2023, article 2	Sans objet
4	Sécurité incendie	AP de Mise en Demeure du 06/07/2023, article 3	Sans objet
5	Evacuation incendie	AP de Mise en Demeure du 06/07/2023, article 4	Sans objet
6	Exercices incendie	AP de Mise en Demeure du 06/07/2023, article 4	Sans objet
7	Conditions de stockage	AP de Mise en Demeure du 06/07/2023, article 5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a bien pris en compte toutes les demandes concernant la prévention du risque incendie mais n'a pas respecté les prescriptions de la mise en demeure concernant la partie administrative et réglementaire. L'exploitant doit donc faire réaliser un audit ICPE (identification des rubriques présentes sur le site, recollement aux différents arrêtés sectoriels...). Il doit également transmettre des éléments justifiant :

- de la disponibilité du volume de rétention demandé son étude de dangers,
- de la mise en conformité de ses poteaux incendie et de leurs débits associés,
- de l'absence de risques liés à des émanations de gaz et de la protection contre les risques de court-circuit pour les zones de charges situées dans les entrepôts.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Audit ICPE

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 06/07/2023, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Rubrique ICPE
Prescription contrôlée : La société JBY CREATION exploitant une installation de stockage de produits combustibles en entrepôts couverts sise 277 avenue Laurent Lavoisier – ZI Rognac Nord sur la commune de Rognac est mise en demeure de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 – Point 1.4. I. en fournissant : un audit par un bureau d'études comprenant notamment le recensement exhaustif des différentes rubriques ICPE applicables au site, la mise en place d'un suivi de l'état des stocks par catégorie de produits mais également par rubrique ICPE ;[...] Ces éléments devront être transmis sous 3 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure.
Constats : L'exploitant a fourni un état des stocks actualisé (daté du 26/02/2024) mais pas d'audit ICPE. Il n'a pas connaissance des rubriques qui peuvent s'appliquer à son installation, bien qu'une explication lui avait été faite lors de l'inspection du 1er mars 2023. L'inspection a une nouvelle fois informé l'exploitant de ses obligations administratives et des enjeux liés à la connaissance des rubriques ICPE liées à son installation. Les obligations de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 06/07/2023 n'ont pas été satisfaites. Conformément à l'article 7 de ce même arrêté, l'inspection propose de prendre des sanctions administratives (dispositions du II de l'article L.171-8 du code de l'Environnement).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande la réalisation d'un audit ICPE par un bureau d'études spécialisé comprenant notamment le recensement exhaustif des différentes rubriques ICPE applicables au site et le recollement à l'arrêté ministériel du 11/04/2017 (rubrique 1510) et de tout autre rubrique identifiée par l'audit.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Amende
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Recollement à l'arrêté ministériel du 11/04/2017

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 06/07/2023, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Arrêté ministériel sectoriel
Prescription contrôlée : un recollement à l'arrêté ministériel du 11/04/2017 (rubrique 1510). Ces éléments devront être transmis sous 3 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure.
Constats : L'exploitant n'a pas réalisé de recollement à l'arrêté ministériel du 11/04/2017 (rubrique 1510). Les obligations de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 06/07/2023 n'ont pas été satisfaites. Conformément à l'article 7 de ce même arrêté, l'inspection propose de prendre des sanctions administratives (dispositions du II de l'article L.171-8 du code de l'Environnement).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande la réalisation d'un audit ICPE par un bureau d'études spécialisé comprenant notamment le recensement exhaustif des différentes rubriques ICPE applicables au site et le recollement à l'arrêté ministériel du 11/04/2017 (rubrique 1510) et de tout autre rubrique identifiée par l'audit.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Amende
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Débit des poteaux incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 06/07/2023, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : La société JBY CREATION est mise en demeure de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 – Point 13 en fournissant la justification du contrôle avec mesure des débits des poteaux incendie du site. Ces éléments devront être transmis sous 15 jours à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure.
Constats : L'exploitant a transmis le contrôle de poteaux incendie du site réalisé par CPI le 16/08/2023. Ce contrôle met en évidence qu'un poteau est non conforme et que les 3 autres n'ont pas de vanne de barrage. Par ailleurs, les mesures de débit ne correspondent pas à ce qui est demandé dans la réglementation (60 m³/h à 1 bar min). Afin de mettre ses poteaux incendie en conformité, l'exploitant a demandé et présenté des devis de Satisfeu et CPI. L'exploitant a bien transmis les éléments mais ceux-ci sont non conformes (voir point de contrôle n°9).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Sécurité incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 06/07/2023, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : La société JBY CREATION est mise en demeure de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 – Points 22 et 13 en fournissant le devis signé ainsi que le bon d'intervention : pour la mise en place de la signalisation du système de désenfumage ; le changement des extincteurs (rapport de contrôle du 20/10/2022) ; pour les levées des observations issues du rapport de contrôle du 08/12/2022 concernant le système de sécurité incendie. Ces éléments devront être transmis sous 1 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure.
Constats : Par courriel du 21/07/23 l'exploitant a transmis les éléments suivants : - le devis et le rapport de vérification du système de désenfumage (qualifeu 19 et 24/04/23)

<p>accompagné de la facture mentionnant la mise en place des signalisations ;</p> <p>- le devis et le rapport d'intervention pour le changement des extincteurs (Desautel 26/06/23) ;le rapport d'intervention du système de sécurité incendie (Desautel 27/06/23);</p> <p>L'exploitant a donc transmis les éléments demandés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Evacuation incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 06/07/2023, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société JBY CREATION est mise en demeure de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 – Point 14 en fournissant :</p> <p>le rapport de l'exercice d'évacuation ;</p> <p>Ces éléments devront être transmis sous 15 jours à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 21/07/23 l'exploitant a transmis le rapport de l'exercice d'évacuation réalisé le 26/06/23.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Exercices incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 06/07/2023, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>l'engagement de réalisation de ces exercices tous les 6 mois avec rédaction d'un rapport et mention dans le registre de sécurité.</p> <p>Ces éléments devront être transmis sous 15 jours à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté le rapport de l'exercice d'évacuation réalisé le 27/11/23 ainsi que les mentions des exercices dans le cahier de sécurité du site.</p> <p>L'exploitant a bien pris note que ces exercices doivent être réalisés tous les 6 mois et s'est engagé à le faire.</p> <p>L'exploitant a également présenté les feuilles de présence du personnel à la "formation feux réels avec bac à feu et RIA" du 3/12/21 et du 21/01/22</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Conditions de stockage

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 06/07/2023, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société JBY CREATION est mise en demeure de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 – Point 9 en procédant à l'enlèvement des stockages dans les allées</p>

entre les différents racks de l'entrepôt ainsi que des stockages sur les racks ne respectant pas la distance d'1 m par rapport aux parois et aux éléments de structure et de la base de la toiture ou du plafond. Les justificatifs devront être transmis sous 5 jours à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure.
Constats : Lors de la visite d'inspection, les stockages respectaient les dispositions de l'arrêté ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 – Point 9.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Etude de dangers

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 06/07/2023, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Etude de dangers
Prescription contrôlée : La société JBY CREATION est mise en demeure de respecter l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 07/05/2015, en justifiant de la disponibilité effective du volume de rétention calculé dans son étude de dangers ou de sa mise à jour le cas échéant, sous 3 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure.
Constats : Le jour de l'inspection, aucun document n'a été transmis ni présenté en séance. L'exploitant n'a donc pas justifiant de la disponibilité effective du volume de rétention calculé dans son étude de dangers (ou de sa mise à jour). L'exploitant indique qu'il va faire réaliser des travaux en interne afin de pouvoir justifier du volume de rétention demandé. Il s'engage à transmettre le bon d'intervention et des photos une fois les travaux réalisés ainsi que le calcul justifiant que le volume de rétention est conforme à celui mentionné dans son étude de dangers. Les obligations de l'article 6 de l'arrêté de mise en demeure du 06/07/2023 n'ont pas été satisfaites. Conformément à l'article 7 de ce même arrêté, l'inspection propose de prendre des sanctions administratives (dispositions du II de l'article L.171-8 du code de l'Environnement).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande la transmission du bon d'intervention et des photos une fois les travaux réalisés, ainsi que le calcul justifiant que le volume de rétention est conforme à celui mentionné dans son étude de dangers. Ce point fera l'objet d'un contrôle lors d'une prochaine inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Amende
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Poteaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : - d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :

- a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;
- b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.

Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.

L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours) :

- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
 - de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ;
- « - le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe.

« Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001), tout en étant plafonnés à 720 m³/h durant 2 heures. En ce qui concerne les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur à la parution dudit document, le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition juin 2020), tout en étant plafonnés à 720 m³/h durant 2 heures. Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir unitairement et, le cas échéant, de manière simultanée, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant 2 heures.

Constats :

L'exploitant a transmis le contrôle de poteaux incendie du site réalisé par CPI le 16/08/2023. Ce contrôle met en évidence qu'un poteau est non conforme et que les 3 autres n'ont pas de vanne de barrage. Par ailleurs, les mesures de débit ne correspondent pas à ce qui est demandé dans la réglementation (min 60 m³/h pendant 2h à 1 bar).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre les éléments justifiant de la mise en conformité de ses poteaux incendie et de leurs débits associés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Local de charge

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 17

Thème(s) : Risques accidentels, Explosion
--

Prescription contrôlée :

[...]La recharge de batteries est interdite hors des locaux de recharge en cas de risques liés à des émanations de gaz. En l'absence de tels risques, pour un stockage non automatisé, une zone de recharge peut être aménagée par cellule de stockage sous réserve d'être distante de 3 mètres de toute matière combustible et d'être protégée contre les risques de court-circuit.

Dans le cas d'un stockage automatisé, il n'est pas nécessaire d'aménager une telle zone.

S'il existe un local de recharge de batteries des chariots automoteurs, il est exclusivement réservé à cet effet et est, soit extérieur à l'entrepôt, soit séparé des cellules de stockage par des parois et des portes munies d'un ferme-porte, respectivement de degré au moins REI 120 et EI2 120 C (Classe de durabilité C2 pour les portes battantes).

Constats :

La recharge de batteries des 2 entrepôts est réalisée au sein des cellules sans justifier de l'absence de risques liés à des émanations de gaz ni de la protection contre les risques de court-circuit. Par contre la charge s'effectue bien à 3 m de toutes matières combustibles.

L'inspection demande la transmission de justificatif pour ces 2 points (émanations de gaz et court-circuit).

Si l'exploitant n'est pas en mesure de justifier de ces 2 éléments, il doit déplacer la charge des batteries dans des locaux dédiés et conformes à cette utilisation

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande la transmission de justificatif de l'absence de risques liés à des émanations de gaz et de la protection contre les risques de court-circuit

Si l'exploitant n'est pas en mesure de justifier de ces 2 éléments, il doit déplacer la charge des batteries dans des locaux dédiés et conformes à cette utilisation. Il devra alors transmettre des photos et tout autre document justifiant que la charge des batteries a bien été déplacée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
--

Proposition de délais : 1 mois
